



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/50/259
S/1995/517
28 juin 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquantième session
Points 10 et 20 de la liste préliminaire*
RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR
L'ACTIVITÉ DE L'ORGANISATION
RENFORCEMENT DE LA COORDINATION DE
L'AIDE HUMANITAIRE ET DES SECOURS
EN CAS DE CATASTROPHE FOURNIS PAR
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES,
Y COMPRIS L'ASSISTANCE ÉCONOMIQUE
SPÉCIALE

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquantième année

Lettre datée du 27 juin 1995, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-jointe la lettre de S. E. M. Leonid Kuchma, Président de l'Ukraine, concernant le problème des sanctions et leurs répercussions négatives sur les pays tiers.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 10 et 20 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent

(Signé) Anatoli M. ZLENKO

* A/50/50/Rev.1.

Annexe

LETTRE DATÉE DU 8 JUIN 1995, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
PAR LE PRÉSIDENT DE L'UKRAINE

Je suis heureux que nous puissions reprendre notre dialogue franc et constructif sur les questions brûlantes qui font l'objet des relations internationales, dialogue auquel le Sommet mondial pour le développement social tenu à Copenhague a donné un nouvel élan. Nous avons là, me semble-t-il, un mécanisme de communication qui, élargi et étoffé, peut aider à dégager avec plus de clarté les problèmes liés aux circonstances peu communes de la période de transition que connaît le développement mondial et de rechercher les méthodes qui permettront le mieux de les résoudre.

C'est pourquoi, saisissant l'occasion qui m'est ici donnée, je voudrais, comme suite à la conversation que nous avons eue lors de notre rencontre la plus récente, m'arrêter un moment sur un sujet qui, jusqu'il y a peu encore, ne constituait pas un problème urgent figurant à l'ordre du jour de l'Organisation. Il s'agit du problème des sanctions, que le Conseil de sécurité prend en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, et de leurs répercussions négatives sur les pays tiers.

Le problème général des répercussions négatives des sanctions a pris ces dernières années une dimension nouvelle par suite de l'application à grande échelle de mesures économiques obligatoires comme moyen de régler les conflits et d'instaurer la paix.

À cet égard, je ne peux que m'associer à l'observation que vous formulez dans votre "Supplément à l'Agenda pour la paix" (A/50/60-S/1995/1), à savoir que les sanctions peuvent avoir des répercussions extrêmement graves sur d'autres pays qui sont les voisins ou les principaux partenaires économiques du pays visé.

Il n'est pas de meilleur exemple pour illustrer mon propos que celui des sanctions que le Conseil de sécurité a prises à l'encontre de la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro).

Mais avant de vous faire part de mon point de vue sur ce problème, et de suggérer des moyens possibles de le résoudre, je tiens à rendre hommage comme il se doit aux efforts que vous déployez en la matière.

Consciente de ce que sont ses responsabilités en tant que Membre de l'Organisation, l'Ukraine participe activement à l'action des Nations Unies dans le domaine du maintien de la paix et considère que les sanctions que prend le Conseil de sécurité font partie intégrante et intrinsèque des efforts de la communauté internationale pour régler de manière pacifique la crise dans l'ex-Yougoslavie. L'application stricte et sans faille des sanctions par l'Ukraine prouve qu'il en est bien ainsi.

Mais, comme on l'a souligné à Copenhague, c'est là une position qui coûte cher à l'Ukraine et qui a provoqué une aggravation de sa situation économique déjà grave, à un moment où, en plus de tout le reste, il lui incombe d'atténuer

/...

les tragiques conséquences de la catastrophe de Tchernobyl, ce qui est un lourd fardeau. Tous les ans, l'Assemblée générale examine le problème du contrecoup négatif des sanctions prises à l'encontre de la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) et adopte par consensus des résolutions à ce sujet (A/RES/48/210, A/RES/49/21 A), mais l'Ukraine, comme les autres États riverains du Danube, continue d'être confrontée à cet épineux problème.

Cet état de choses montre qu'hélas les règles et principes énoncés dans la Charte ne sont en réalité pas tous appliqués intégralement et en temps voulu. C'est d'abord et avant tout le cas de l'Article 49 de la Charte, qui dispose que "les Membres des Nations Unies s'associent pour se prêter mutuellement assistance dans l'exécution des mesures arrêtées par le Conseil de sécurité". Puisque les sanctions que prend le Conseil sont prises au nom de la communauté internationale tout entière, la responsabilité de leur mise en oeuvre devrait incomber également à tous ses membres. À cet égard, nous souscrivons au point de vue que vous exprimez dans le "Supplément à l'Agenda pour la paix" concernant le fait que les coûts qu'entraîne l'application des sanctions, comme les autres coûts du même genre, devraient être supportés équitablement non seulement par les États qui sont les voisins ou les principaux partenaires économiques du pays visé, mais par tous les États Membres.

Les répercussions négatives globales que les sanctions peuvent avoir sur certaines régions et certains pays sont telles que le problème ne peut être résolu que si les États Membres font preuve de volonté politique et à condition que des mesures concertées soient prises, à titre bilatéral ou multilatéral, au nom de la communauté internationale. Si cela se faisait, l'Organisation serait alors la mieux placée pour assurer la coordination des activités dans ce domaine.

Qu'il soit urgent d'aider les pays touchés à surmonter les difficultés économiques spécifiques auxquelles ils se heurtent, chacun aujourd'hui l'admet, et vous-même l'avez dit dans le document que je viens d'évoquer. Mais cela ne suffit pas. Il faut que des propositions énergiques et concrètes soient faites et des mesures appropriées prises par la communauté internationale dans son ensemble et par chaque pays.

Il serait utile, à cet égard, que vous usiez de votre influence personnelle, s'ajoutant à l'autorité incontestable de l'Organisation, pour promouvoir l'application des mesures que je propose ci-après comme moyen d'aider à résoudre ce problème fort complexe :

a) Les institutions financières internationales devraient ouvrir des lignes de crédit spéciales pour donner aux pays tiers une aide financière directe qu'ils puissent affecter aux projets techniques qu'ils mettent en oeuvre;

b) Les pays donateurs devraient établir, à titre bilatéral ou multilatéral, des préférences commerciales en faveur des pays tiers, ce qui aurait pour effet de promouvoir leurs exportations;

c) Les pays donateurs devraient, à titre bilatéral ou multilatéral, favoriser les investissements dans l'économie des pays tiers, en privilégiant

/...

spécialement les secteurs qui subissent des pertes directes du fait des sanctions.

Il est urgent aussi d'envisager de nouveau l'établissement d'un mécanisme efficace qui serait conçu, dans l'esprit de l'Article 50 de la Charte, pour résoudre les problèmes économiques spécifiques découlant de l'application des sanctions, et qui prévoirait un fonds de compensation volontaire. Il faudrait également examiner plus avant la possibilité de réduire, par les méthodes utilisées à l'ONU, les contributions des pays au titre des opérations de maintien de la paix du montant des pertes qu'ils ont subies du fait de l'application du régime des sanctions.

Le moment est venu d'envisager la création à titre permanent d'un comité des sanctions du Conseil de sécurité, qui serait chargé de faire une estimation des pertes déjà subies par les États, d'effectuer des recherches sur les effets économiques, sociaux et politiques des sanctions, de coordonner les mesures visant à réduire au minimum les effets en question sur les groupes de population les plus vulnérables et sur les pays tiers, et de veiller à la stricte exécution de ces mesures.

En soumettant à votre attention les propositions qui précèdent, je forme le vœu que l'Organisation prenne une initiative qui contribue efficacement à résoudre les problèmes que j'ai évoqués, faute de quoi nous prendrions le risque de voir les États perdre confiance dans les sanctions et de violer le principe de la responsabilité collective mise en jeu par l'adoption de mesures coercitives au nom de l'Organisation.

(Signé) Leonid D. KUCHMA
